

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
ÉPREUVE E 6
SCIENCES HUMAINES HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Série STAV

Durée 2 heures

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **AUCUN**

Le sujet comporte 8 pages

PARTIE 1 : HISTOIRE **8 points**

PARTIE 2 : GÉOGRAPHIE **12 points**

NB : les documents ont été modifiés pour les besoins de l'épreuve

SUJET

PARTIE 1 : HISTOIRE

Les candidats traitent obligatoirement cette partie.

LA DÉCOLONISATION

QUESTIONS

1. Citez des raisons pour lesquelles les colonies réclament leur indépendance après 1945. (3 points)
2. Décrivez les différentes formes de décolonisation en les illustrant par des exemples précis. (3 points)
3. Présentez la conférence de Bandoeng et montrez en quoi c'est un événement important. (2 points)

PARTIE 2 : GÉOGRAPHIE

Les candidats traitent, au choix, un des deux sujets suivants.

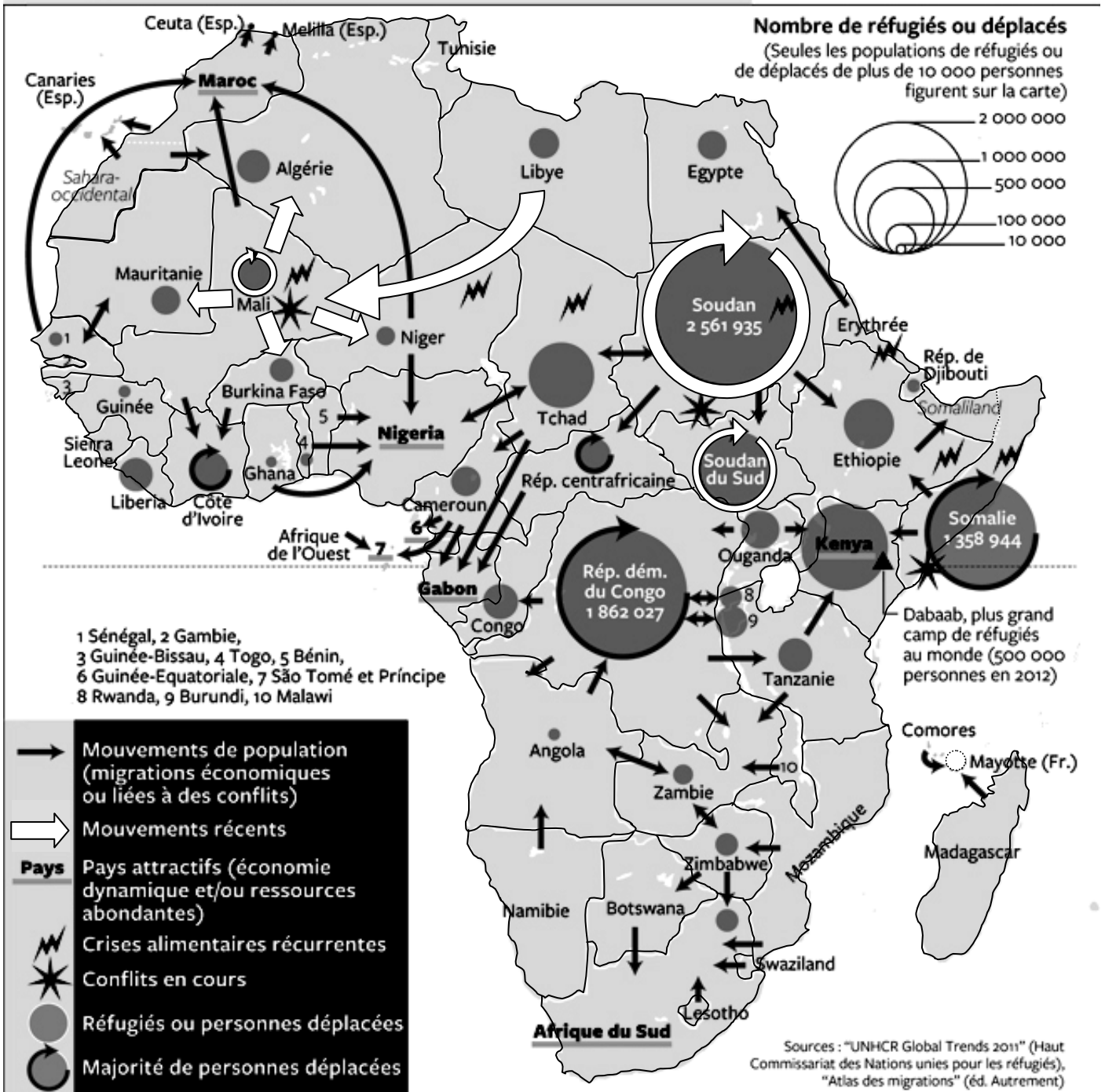
PREMIER SUJET

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

QUESTIONS

1. À l'aide des documents et de vos connaissances, analysez les différents types de migrations en Afrique. (4 points)
2. D'après le **document 3**, expliquez les motivations qui poussent les Portugais à migrer. (2 points)
3. Dans un texte structuré, vous direz si les mouvements de population en Afrique sont représentatifs des migrations internationales. Illustrez votre propos d'exemples précis. (6 points)

Afrique : des migrations d'abord intérieures



Courrierinternational.com (19 juillet 2012)

DOCUMENT 2



Source : Jeuneafrique.com, Réfugiés clandestins en Méditerranée

DOCUMENT 3

Face à la crise, des Portugais émigrent au Brésil et en Angola

LISBONNE - Rita a choisi le Brésil mais son père Homero penche plutôt pour l'Angola : à elle seule la famille Costa résume les destinations de prédilection de nombreux Portugais qui, touchés par la précarité, quittent leur pays en butte à une grave crise financière. (...)

Comme Rita, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir quitter le pays. Officiellement leur nombre s'élevait à près de 30 000 en 2010, mais d'après Rui Pena, coordinateur scientifique de l'Observatoire de l'émigration, ce chiffre pourrait être supérieur à 70 000 pour une population active d'un peu plus de 5 millions de personnes. Actuellement sous assistance financière internationale, le Portugal enchaîne les plans de rigueur depuis 2010 et les perspectives sont moroses : en 2012 l'économie devrait se contracter de 2,8% du PIB, et le chômage atteindre le niveau record de 13,4%, touchant les jeunes en priorité. Dans ce contexte, l'émigration apparaît pour beaucoup comme un choix évident surtout dans un pays où ce phénomène est étroitement lié à son histoire. (...)

Après la France, la Belgique ou le Luxembourg dans les années 60 et 70, les anciennes colonies portugaises, avec l'Angola et le Brésil en tête, figurent parmi les destinations préférées des Portugais non seulement en raison des affinités culturelles entre pays lusophones*, mais également pour leur vitalité économique. « Ces pays offrent aujourd'hui des opportunités qu'on ne trouve plus au Portugal : de meilleures conditions de travail, des salaires largement supérieurs », multipliés parfois par trois ou quatre, explique à l'AFP Herminio Santos, auteur d'un guide pour ceux qui souhaitent s'installer en Angola. « En Angola, les secteurs qui recrutent sont nombreux. Ils vont de l'hôtellerie à la finance, en passant par les technologies de l'information et la gestion. Le savoir-faire portugais est très apprécié », souligne-t-il. L'économie angolaise en pleine expansion, principalement grâce au pétrole, devrait connaître l'année prochaine une croissance de 12% après de longues années d'une guerre civile qui a pris fin en 2002.

La grande majorité des Portugais qui partent vers l'Angola ont déjà un contrat de travail en poche ce qui facilite l'obtention du visa. En revanche, pour le Brésil, ils n'ont pas besoin de visa pour les séjours touristiques et peuvent chercher plus facilement du travail sur place. (...)

Ce pays attire une main d'œuvre essentiellement qualifiée ainsi que de nombreux jeunes à la recherche d'un premier emploi. Les architectes et les ingénieurs figurent parmi les métiers les plus demandés.

Source : © 2011 AFP Publié le 21 novembre 2011. Par 20 minutes.fr

*de langue portugaise

DEUXIÈME SUJET

LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

QUESTIONS

1. Faites une présentation de la situation actuelle de l'agriculture en Afrique. (3 points)
2. Quelles sont les menaces qui pèsent sur le secteur agricole africain ? (2 points)
3. En matière de développement agricole, quelles alternatives s'offrent à l'Afrique ? (2 points)
4. Dans un texte structuré, dites en quoi le développement de l'Afrique passe par une évolution de ses systèmes agraires. (5 points)

DOCUMENT 1

L'agriculture africaine

L'Afrique possède une grande variété de zones agro-écologiques, qui vont des forêts ombrophiles marquées par deux saisons des pluies à une végétation relativement clairsemée, sèche et aride, arrosée une fois l'an. Si cette diversité constitue un énorme atout, elle représente tout de même un grand défi pour le développement agricole de l'Afrique.

D'une part, elle offre un immense potentiel en termes de denrées et produits agricoles susceptibles d'être produits et commercialisés sur les marchés intérieurs et extérieurs. D'autre part, cette diversité exclut toute solution générale aux problèmes que pose le développement agricole sur l'ensemble du continent. Par conséquent, la programmation et la mise en œuvre d'interventions dans ce secteur doivent être adaptées aux conditions propres à chaque zone agro-écologique et à la situation socioéconomique des ménages ruraux vivant dans les différents pays du continent.

Au cours des trois dernières décennies, les gains de productivité agricole en Afrique ont été obtenus dans une large mesure par une expansion continue des cultures pluviales, en particulier, les cultures vivrières, sur des terres de plus en plus marginales et/ou par la réduction des périodes traditionnelles de jachère entre deux cycles de culture.

Soumis à la forte pression démographique, les ménages ruraux ont été contraints d'adopter des pratiques agricoles qui assurent leur survie. Malheureusement, les stratégies de sécurité alimentaire des ménages n'ont pas accordé beaucoup d'importance à l'accroissement de la productivité des exploitations agricoles par l'intensification du rendement par parcelle de terre cultivée – c'est-à-dire par l'accroissement du rendement des cultures à l'hectare.

Hormis l'agriculture commerciale qui couvre une gamme relativement restreinte de cultures, l'utilisation d'intrants agricoles – c'est-à-dire de semences améliorées, d'engrais inorganiques, d'insecticides et de pesticides – est nettement moins répandue en Afrique que dans les autres régions en développement du monde. Souvent, la quantité d'engrais inorganique utilisée à l'hectare est inférieure à dix kilogrammes de nutriments. Pour l'heure, l'utilisation des produits agrochimiques et/ou de techniques de lutte intégrée contre les maladies végétales et les parasites reste largement limitée aux cultures d'exportation.

L'expansion continue des cultures s'est faite aux dépens des autres systèmes d'utilisation des ressources naturelles. L'une des conséquences de ce phénomène a été la destruction rapide des ressources forestières par le défrichement et la surexploitation des terres aux fins de production de bois de feu et d'autres utilisations domestiques. Un autre effet plus subtil de cette situation est la détérioration des systèmes de transhumance du bétail, provoquée par l'utilisation à des fins de culture de superficies de plus en plus étendues de terres autrefois réservées au pâturage de saison sèche.

La surexploitation des ressources halieutiques constitue un problème grave quand les ressources communautaires sont exploitées pour générer des profits personnels. L'absence de dispositions réglementaires appropriées et, lorsqu'elles existent, leur mauvaise application, ont eu pour conséquence directe la baisse actuelle du volume des prises et compromettent sérieusement les chances d'une reconstitution suffisante des stocks de poisson à l'avenir.

Source : afdp.org
groupe de la banque africaine de développement 2013

DOCUMENT 2

Le Malawi, un modèle agricole pour l'Afrique ?

« En 2005, le Malawi était en proie à la pire sécheresse qu'il ait jamais connue, les récoltes étaient les plus mauvaises jamais enregistrées, et le pays s'est vu contraint d'importer 400 000 tonnes de maïs. Ces importations, explique Luhanga, sont arrivées au compte-gouttes, car le Malawi, enclavé, était tributaire du réseau routier sud-africain, également utilisé par le Zimbabwe et la Zambie. Les Malawites étaient obligés de faire la queue pendant des heures pour obtenir des rations alimentaires, et la population, pourtant en mesure de cultiver de quoi se nourrir, se trouvait donc, pour reprendre les termes de Luhanga, dans une situation dramatique ».

[...] Le président Bingu wa Mutharika, également ministre de l'Agriculture, décida que rien n'était plus important que d'accorder aux agriculteurs le soutien nécessaire pour qu'ils puissent produire leurs propres cultures vivrières.

Des comités de développement rural furent établis dans les villages pour déterminer les bénéficiaires du programme initial, qui prévoyait de subventionner environ 1,5 million d'agriculteurs démunis afin qu'ils cultivent au moins un quart d'hectare de maïs. Cela coûta à l'État quelque 10 milliards de kwachas (53 millions d'euros), et la production atteignit 3,6 millions de tonnes de maïs, soit plus du double du 1,6 million de tonnes dont le pays a besoin.

« Soudain, il y avait du maïs en abondance, les queues ont disparu, les réserves étaient pleines, les prix se sont stabilisés et la question était désormais : qu'allons-nous faire de cet excédent ? » Le gouvernement a alors acheté le maïs aux agriculteurs, [l'a stocké] en vue d'une utilisation ultérieure et pour les réserves stratégiques nationales [...].

« L'économie malawite affiche une croissance positive depuis 2006 et a atteint cette année le taux impressionnant de 7 %, phénomène attribué au secteur agricole. Le gouvernement cherche à présent à consolider la production agricole en formant les agriculteurs à des techniques modernes comme l'irrigation et l'utilisation de semences hybrides, et à la gestion d'entreprise. Le Malawi est parmi les rares pays d'Afrique à accorder la priorité à l'agriculture. Il alloue 14 % de son budget à ce secteur et l'a placé sous la responsabilité directe du président du pays [...].

Le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Swaziland y ont envoyé des délégations au cours des trois derniers mois afin d'étudier la mise en œuvre de ce programme, dans l'idée d'en faire autant. »

Source : article de Catherine Riungu paru dans *The East African Journal* (journal de Nairobi, Kenya).
Cité par *Courrier International*, n°939, 30 octobre 2008.

DOCUMENT 3

La course aux terres arables en Afrique

« La mainmise des investisseurs sur les terres cultivables s'accroît dans les pays en développement, notamment en Afrique. Un rapport de la Banque mondiale, publié mercredi 8 septembre 2010, dresse un tableau inquiétant de cette ruée vers la terre. Depuis la forte hausse des matières premières agricoles qui a provoqué les émeutes de la faim en 2008, le rachat des terres arables est devenu la priorité de nombreux pays pour assurer leur autosuffisance alimentaire [...].

Au premier rang des acheteurs, on retrouve les pays fortement peuplés et dont les surfaces agricoles sont insuffisantes comme la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Depuis 2007, Pékin a ainsi déboursé plus de 2 milliards d'euros pour acquérir des terres et produire des denrées qui manquent en Chine : riz, maïs, soja. Viennent ensuite les pays pétroliers riches, comme l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. La plus grande partie de ces rachats est destinée à produire de la nourriture (40 %) et des biocarburants (35 %).

Derrière ces rachats de terre par les gouvernements, on trouve également des entreprises privées comme, par exemple, les géants de l'agro-business qui cherchent à développer leurs activités ou bien encore des fonds de pension et des grandes banques qui ont trouvé dans la terre un nouvel actif spéculatif. Si le rapport de la Banque mondiale souligne quelques réussites en Amérique latine (transferts de technologie, hausse de la productivité au Pérou et au Brésil), il dénonce aussi les dommages faits aux populations locales, surtout en Afrique, qui perdent leurs droits sur les terres qui les font vivre. [...]

Les emplois détruits, en particulier pour ceux qui perdent leur outil qu'est la terre, sont bien plus nombreux que les emplois créés. Les infrastructures construites par les pays acquéreurs sont le plus souvent orientées vers l'exportation des productions et non vers la satisfaction des besoins des populations. Des populations qui commencent à réagir. La tentative avortée du groupe sud-coréen Daewoo de louer 1,3 million d'hectares de terres agricoles à Madagascar à un prix très bas est devenue le symbole de cette lutte. »

Source : Myriam Berber, Radio France Internationale (RFI), 9 septembre 2010